

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère chargé des Transports
Direction Interdépartementale des Routes de l'Est

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Est

Objet du marché

Entretien des dépendances vertes du réseau routier de la DIR Est - Périmètre
État

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Sommaire

CHAPITRE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
ARTICLE 1.1. - Description générale.....	4
ARTICLE 1.2. - Consistance des travaux.....	4
1.2.1. - Travaux compris dans le marché.....	4
1.2.2. - Travaux non compris dans le marché.....	4
ARTICLE 1.3. - Contraintes particulières.....	5
1.3.1. - Phasage et réalisation des travaux.....	5
1.3.2. - Circulations des engins de chantier et des camions.....	5
1.3.3. - Canalisations et réseaux divers.....	5
1.3.4. - Limitation des nuisances.....	5
1.3.5. - Accès au chantier.....	5
1.3.6. - Réseaux de communication.....	6
ARTICLE 1.4. - Hygiène et sécurité.....	6
ARTICLE 1.5. - Schéma organisationnel de la gestion et de l'élimination des déchets de chantier (SOGED).....	6
ARTICLE 1.6. - Schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (SOPRE).....	7
CHAPITRE 2 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	7
ARTICLE 2.1. - Responsabilité de l'entreprise.....	7
ARTICLE 2.2. - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	7
2.2.1. - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	8
2.2.2. - Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique.....	9
2.2.3. - Emploi d'explosifs - Engins explosifs de guerre.....	9
2.2.4. - Dégradations causées aux voies publiques.....	9
ARTICLE 2.3. - Protection de l'environnement.....	10
2.3.1. - Cadre réglementaire.....	10
2.3.2. - Correspondant Environnement.....	10
2.3.3. - Contrôles des dommages causés à l'environnement et aux tiers.....	11
CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS TECHNIQUES.....	11
3.1 - Abattage d'arbre de circonférence supérieure à 150 cm.....	11
3.2 - Fauchage passe de sécurité et passe d'entretien.....	11
3.3 - Fauchage sous glissières de sécurité.....	12
3.4 - Traitement des zones « EEE ».....	12
3.5 - Ré-ensemencement / engazonnement définitif.....	13
3.6 - Plantations d'arbres.....	13
CHAPITRE 4 - PRESCRIPTIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	13

ARTICLE 4.1. - Stipulations préliminaires.....	13
ARTICLE 4.2. - Documents généraux.....	13
ARTICLE 4.3. - Organisation générale du chantier.....	13
4.3.1. - Reconnaissance de l'état des lieux.....	13
4.3.2. - Transport.....	14
ARTICLE 4.4. - Nettoyage et repliement de chantier.....	14
ARTICLE 4.5. - Intervention du maître d'œuvre et responsabilité de l'entrepreneur.....	14
ARTICLE 4.6. - Direction de travaux.....	14

**CHAPITRE 5 - RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET
IMPLANTATION DES OUVRAGES.....14**

ARTICLE 5.1. - Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	14
ARTICLE 5.2. - Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	15
ARTICLE 5.3. - Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	15
ARTICLE 5.4. - Piquetage général.....	15
ARTICLE 5.5. - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	15
ARTICLE 5.6. - Travaux à proximité de réseaux aériens.....	16

CHAPITRE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1. - Description générale

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) définit la nature, la consistance et les spécifications techniques des travaux d'entretien des dépendances vertes du réseau routier national de la DIR Est, sur le périmètre Etat.

Lot n°1 : Le périmètre d'intervention couvert est celui du Service Régional d'Entretien et d'Ingénierie Franche-Comté (SREI-FC), c'est-à-dire les RN 5, 19, 57 et 83 dans les départements du Doubs, du Jura, de la Haute-Saône, du Territoire de Belfort et de la Haute-Marne.

Lot n°2 : Le périmètre d'intervention couvert est celui du Service Régional d'Exploitation du Grand Est (SREX-GE), c'est-à-dire l'A330 ainsi que les RN 57, 59, 66, 135 et 159 dans les départements de la Meurthe et Moselle, de la Meuse et des Vosges.

ARTICLE 1.2. - Consistance des travaux

Avant toute intervention, une visite préalable sera réalisée entre le titulaire et l'exploitant afin de prendre en compte les problèmes de sécurité et de définir le périmètre de chaque intervention.

1.2.1. - Travaux compris dans le marché

Les travaux comprennent la mise en œuvre des fournitures et l'exécution des prestations nécessaires aux travaux d'entretien des dépendances vertes, en particulier :

- l'amenée et le repli des engins spécifiques ;
- l'établissement de plan de prévention ou de PPSPS ;
- l'abattage d'arbre ;
- l'élagage ;
- le dessouchage ;
- le débroussaillage / le débroussaillage acrobatique ;
- le fauchage : passes de sécurité / passes d'entretien ;
- le fauchage sous glissières de sécurité ;
- le traitement et la gestion des Espèces Exotiques Envahissantes (EEE) ;
- le repli et nettoyage ;

Les travaux seront réalisés suivant :

- des études d'exécution élaborées par l'entreprise et soumises au visa du maître d'œuvre, le cas échéant ;
- un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) le cas échéant
- les préconisations éventuelles du maître d'œuvre

1.2.2. - Travaux non compris dans le marché

Ne font pas partie du marché :

- les déviations de circulation lorsque la coupure de la route nationale est nécessaire ainsi que la signalisation temporaire correspondante ;
- le balisage sur routes bidirectionnelles et sections de routes à chaussées séparées (2x2 voies).

ARTICLE 1.3. - Contraintes particulières

1.3.1. - Phasage et réalisation des travaux

Si durant les travaux, des coupures ponctuelles de la circulation sont nécessaires pour réaliser, ces coupures ne seront effectives qu'après accord du maître d'œuvre selon les modalités prévues au PGCSPPS.

L'entreprise devra s'organiser pour limiter le nombre de jours de coupures ponctuelles et en informer la DIR Est afin de préparer un arrêté de circulation.

L'entreprise doit prendre en compte ces sujétions particulières liées à ces contraintes pour l'établissement de ses prix unitaires et forfaitaires.

Les déchets seront évacués et non brûlés sur place.

1.3.2. - Circulations des engins de chantier et des camions

L'entrepreneur doit supporter les sujétions qui résultent de la circulation de ses engins sur le chantier, sur les voies routières et notamment prendre toutes dispositions pour apporter le moins de nuisances possibles aux chaussées existantes. Pendant toute la durée du chantier, il reste seul responsable des accidents et dégâts de diverses natures qui pourraient résulter d'un défaut d'entretien et des dégradations ou pollutions apportées par la circulation de ses engins aux chaussées, aux accotements et aux ouvrages divers les traversant.

En fin de travaux, il est tenu de procéder à sa charge et à ses frais, à la remise en état des chaussées de leurs abords et des ouvrages divers les traversant, en accord avec les services gestionnaires.

1.3.3. - Canalisations et réseaux divers

Il appartiendra à l'entrepreneur de recenser la présence de réseaux publics dans l'emprise du chantier et de coordonner ses travaux avec les travaux de déplacement éventuel des réseaux qui seront réalisés par les services intéressés.

1.3.4. - Limitation des nuisances

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour éviter toute pollution.

L'entrepreneur ne devra en aucun cas procéder à la vidange des engins sur la zone du chantier ou dans les installations de chantier sans avoir au préalable pris toutes les mesures pour éviter la pollution du sol.

D'une manière générale, tous les produits polluants, tels que les huiles de vidange, seront récupérés et évacués conformément aux règles édictées dans le cadre de la protection de l'environnement.

L'Entreprise devra prendre ses dispositions pour la protection et la conservation du site existant : végétaux, revêtement de surface de chaussées, pente en aval du chantier, éboulis, etc.

L'Entreprise doit laisser le site propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution des travaux. Elle assure à sa charge l'évacuation de ses propres détritiques vers une filière adaptée.

1.3.5. - Accès au chantier

La circulation pourra être coupée ponctuellement (RN et piste cyclable par exemple) afin de permettre l'accès au chantier. Ceci devra être fait en lien et après accord exprès de la DIR Est. L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour assurer ses approvisionnements pendant les périodes d'ouverture de la route.

1.3.6. - Réseaux de communication

L'entreprise doit impérativement mettre en place un dispositif fiable garantissant une liaison permanente entre tous les travailleurs sur site, quelle que soit leur position géographique sur les différents secteurs.

Le dispositif pourra être de type réseau radio permanente, éventuellement renforcée de type accord spécifique avec un opérateur de téléphonie mobile pour couvrir toutes les « zones blanches » et fournir un abonnement à chaque intervenant.

ARTICLE 1.4. - Hygiène et sécurité

Pour l'exécution des travaux, l'entreprise est tenue de se conformer aux mesures particulières de sécurité et de protection de la santé prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

L'établissement du PPSPS sera réalisé selon l'article 28.3 du CCAG, la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application.

Les modalités d'élaboration des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé, conformément aux lois en vigueur sont définies aux CCAP.

Ce document comprendra notamment les dispositions de sécurité particulières prises pendant les travaux de purges, de manutention et d'apport des fournitures, de montage des ouvrages, de réalisation des ancrages, de travail en hauteur.

ARTICLE 1.5. - Schéma organisationnel de la gestion et de l'élimination des déchets de chantier (SOGED)

Le terme « élimination des déchets » s'entend au sens de l'article L.541-2, alinéa 2 du code de l'environnement.

Sont concernés par cette démarche tous les matériaux et produits sortant des emprises routières, notamment :

- Les matériaux issus du broyage ;
- Les matériaux issus de l'arrachage de plantes invasives ;
- Les matériaux résultant de l'activité du chantier.

En déclinaison du SOGED général remis à l'appui de l'offre, un SOGED « dispositions spécifiques » pourra, à la demande du maître d'oeuvre, être établi par l'entrepreneur, en fonction du type d'intervention.

Dans ce document, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- les méthodes et les moyens utilisés sur chantier pour trier les différents déchets à évacuer et pour ne pas les mélanger ;
- la localisation, la description et la gestion des dépôts, des centres de stockage et/ou des centres de regroupement et/ou des unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur nature et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir ;
- les modalités mises en œuvre pour l'information du maître d'œuvre, en phase travaux, relative à la nature des déchets, les quantités et les lieux d'évacuation et de traitement envisagés ;

- les modalités mises en œuvre pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité de l'évacuation et du traitement des déchets. À cet effet, un modèle de bordereau de suivi sera établi par l'entrepreneur,
- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets.

ARTICLE 1.6. - Schéma organisationnel du plan de respect de l'environnement (SOPRE)

Lors de la réponse à l'appel d'offre, l'entrepreneur joindra à son dossier un SOPRE.

En déclinaison du SOPRE général remis à l'appui de l'offre, un SOPRE « dispositions spécifiques » pourra, à la demande du maître d'oeuvre, être établi par l'entrepreneur, en fonction du type d'intervention.

Le SOPRE « dispositions spécifiques » devra décrire de manière plus spécifiquement appliquée à chaque commande dont il sera l'objet, l'ensemble des mesures qui seront mises en œuvre pour garantir les engagements définis dans le SOPRE remis au stade de l'offre

Dans ce document, l'entrepreneur expose et s'engage de manière détaillée et précise sur :

- les contraintes environnementales liées au site, et à l'impact du chantier sur le site ;
- la gestion des pollutions induites par le chantier ;
- la gestion du bruit ;
- les méthodes afin d'éviter la pollution de l'air, des eaux et des sols ;
- la propreté des voies lors du rétablissement de la circulation ;
- les modes opératoires afin de diminuer les impacts durant le chantier sur le milieu naturel ;
- l'information du maître d'œuvre en phase travaux (composition, quantités, lieu de dépôt envisagé...) et du protocole concernant les pollutions soumis à l'agrément du maître d'œuvre qui en découle ;
- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité des actions mises en œuvre pendant les travaux.

CHAPITRE 2 - PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 2.1. - Responsabilité de l'entreprise

L'entrepreneur sera entièrement responsable de l'exécution de tous les ouvrages et travaux prévus au projet.

Le visa donné par l'administration pour les installations de chantier, les matériaux, le matériel les procédés d'exécution, laissera subsister l'entière responsabilité de l'entrepreneur, tant en ce qui concerne l'exécution des travaux qu'en regard des accidents ou dommages pouvant survenir en cours desdits travaux.

ARTICLE 2.2. - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

En fonction de la nature des prestations commandées, il pourra être fixé une période de préparation dont les caractéristiques seront définies pour chaque bon de commande.

Au cours de cette période, le titulaire procédera aux opérations suivantes :

- Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;

- Élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre (avec mention du chemin critique des tâches à exécuter) dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement et mise au point éventuelle du SOGED « dispositions spécifiques » et du SOPRE « dispositions spécifiques » ;
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 20 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

2.2.1. - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

En cas de recours à une mission de coordination en matière de SPS, celle-ci sera assurée par le titulaire du marché SPS de la DIR Est. Sinon, toute autre intervention sera encadrée par la rédaction d'un plan de prévention entre le titulaire du présent marché et le CEI du secteur sur lequel se déroule l'intervention.

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

L'intervenant qui a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le cas échéant, le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS :

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire :

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS).
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS.
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet.
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

2.2.2. - Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée par les services d'exploitation de la DIR Est.

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté des EPI de circonstance ;

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes ;

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8^{ème} partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

La signalisation ainsi que l'organisation des zones de stockage du matériel restera de la responsabilité de l'entreprise titulaire du marché en accord avec le maître d'oeuvre.

2.2.3. - Emploi d'explosifs - Engins explosifs de guerre

L'emploi des explosifs est interdit.

2.2.4. - Dégradations causées aux voies publiques

Le titulaire désireux d'emprunter le réseau rural ou (et) les chemins d'exploitation est tenu de demander une autorisation auprès des associations foncières ou municipalités concernées qui lui prescriront les modalités selon lesquelles l'utilisation de ce réseau se fera.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire sera seul responsable des dégradations causées aux voies publiques. En conséquence, il supportera seul la charge des contributions ou réparations. Ces dispositions sont également applicables aux chemins ruraux.

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières visées à l'article 34 du CCAG, qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour la circulation d'engins exceptionnels nécessités par les travaux, sont les suivants :

- les véhicules et engins du titulaire ne sont pas autorisés à couper les flots de circulation normale ; les tourne-à-gauche sur les passages de service, à travers le terre-plein central, sont interdits. Le passage d'une chaussée à l'autre s'effectuera obligatoirement par l'intermédiaire des échangeurs ;
- la circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier ;
- toute manœuvre de véhicules ou d'engins hors zone de chantier réglementairement balisée est interdite. En aucun cas, les engins de chantier et véhicules du titulaire ne devront circuler dans le sens inverse de la circulation normale (sur une section neutralisée ou sur une section ouverte à la circulation).

ARTICLE 2.3. - Protection de l'environnement

2.3.1. - Cadre réglementaire

Le titulaire s'engage à respecter les textes suivants :

- les articles L.122-1 et suivants et R.122-1 et suivants du Code de l'environnement relatifs à la protection de la nature,
- les articles L.511-1 à L.517-2 et R.511-9 du Code de l'environnement relatifs aux installations classées,
- Livre V, Titre VII du Code de l'environnement relatif à la prévention des nuisances sonores,
- Livre II, Titre I, Chapitre IV du Code de l'environnement relatif à l'eau et aux milieux aquatiques,
- Livre II, Titre II, Chapitre IV du Code de l'environnement relatif à la qualité de l'air.

Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible d'évolution réglementaire ou législative sans que le titulaire ne puisse se prévaloir d'un quelconque préjudice.

2.3.2. - Correspondant Environnement

Le titulaire désigne un « Correspondant Environnement » qui doit posséder une réelle expérience en matière de travaux et de protection de l'environnement.

Le Correspondant Environnement est, pour tout ce qui concerne la protection de l'environnement durant le chantier, l'interlocuteur du maître d'œuvre et peut être un salarié de l'entreprise titulaire (ou de l'un de ses cotraitants). Il peut également être un sous-traitant du titulaire. Dans ce dernier cas, il est impérativement présenté à l'agrément du maître d'ouvrage dès l'offre pour l'ensemble du groupement.

Le Correspondant Environnement doit :

- informer le personnel de chantier de façon à le sensibiliser et le responsabiliser à la protection de l'environnement,
- participer avec le maître d'œuvre à l'information des riverains du chantier et des communes concernées,
- anticiper les problèmes environnementaux afin de faire évoluer le PRE. Toute mise à jour ou évolution fait l'objet d'un nouvel indice, soumise au visa du maître d'œuvre,
- coordonner les actions immédiates en cas de pollutions accidentelles de façon à limiter leur propagation et alerter, selon la gravité, les services extérieurs, le maître d'œuvre et selon le cas le coordonnateur SPS,
- assurer le contrôle externe en matière d'environnement en veillant à l'application des règles énoncées dans le PRE et en vérifiant les niveaux de pollutions (air, bruit, déchets, eau),
- coordonner les actions correctives en cas d'écart constaté au PRE : le Correspondant Environnement avise simultanément la direction du chantier, le maître d'œuvre et le coordonnateur environnemental de l'écart au PRE. Il établit une fiche d'anomalie puis une fiche d'action corrective qu'il soumet simultanément à la direction du chantier et au maître d'œuvre ; il coordonne la mise en œuvre des dispositions prévues par cette fiche.

Un état des lieux sera effectué avant les travaux entre le Correspondant Environnement et le maître d'œuvre. Un état des lieux sera également effectué après travaux, à l'issue duquel le titulaire devra réparer les dégradations éventuelles constatées dans les quinze jours.

2.3.3. - Contrôles des dommages causés à l'environnement et aux tiers

Les contrôles seront mis en place par le Correspondant Environnement et consisteront en des :

- contrôles de la gestion des déchets,
- contrôles de la protection de la nature.

En complément à l'article 31.7 et 35 du CCAG, le titulaire prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages et nuisances aux tiers et à l'environnement.

CHAPITRE 3 - DISPOSITIONS TECHNIQUES

Les travaux d'abattage hors période autorisée (généralement entre le 15 mars et le 15 août) ne pourront être réalisés sans le passage préalable d'un expert Faune, Flore, Habitat qui précisera dans son rapport les prescriptions à respecter impérativement.

3.1 - Abattage d'arbre de circonférence supérieure à 150 cm

L'abattage d'arbres de circonférence de plus de 150 cm (exclu) fait l'objet d'un prix au BPU dont le repérage sera réalisé contradictoirement avec le responsable du Centre d'Exploitation et d'Intervention du fait du coût important pour ce type d'arbre.

3.2 - Fauchage passe de sécurité et passe d'entretien

Dans tous les cas, la hauteur de coupe sera de 10 cm. Le fauchage sera exclusivement réalisé hors agglomération. Les limites sont les panneaux d'entrée et de sortie d'agglomération.

- **Passe de sécurité et dégagement de visibilité (carrefours, courbes)**

En accotement : largeur de fauchage de 1,80 m

Dégagement de visibilité au droit de carrefour en accord avec le maître d'œuvre (chef de CEI) : largeur de fauchage de 1,80 m + 2 à 3 passes supplémentaires en fonction de la configuration du terrain.

Ces prestations, en accord le maître d'œuvre (chef de CEI), seront réalisées à compter de fin avril de chaque année.

- **Passe d'entretien**

Largeur de fauchage de 1,80 m + 3 à 4 passes supplémentaires en fonction de la configuration du terrain.

Ces prestations, en accord le maître d'œuvre (chef de CEI), seront réalisées à compter de début septembre de chaque année.

Le dégagement des obstacles (balises, supports de signalisation verticale) sera réalisé manuellement à l'aide de débroussailluse.

3.3 - Fauchage sous glissières de sécurité

Le linéaire de fauchage sera défini par le maître d'œuvre (chef de CEI). Un programme annuel des zones à traiter sera transmis au titulaire par le maître d'œuvre en début de campagne de fauchage « passe de sécurité » soit fin avril de chaque année.

3.4 - Traitement des zones « EEE »

Une attention particulière devra être apportée par le titulaire lors de traitement de zones infestées par les Espèces Exotiques Envahissantes (renouée du Japon, Ambroisie).

- **Renouée du Japon :**

Le broyage est interdit. Le fauchage devra être réalisé manuellement à l'aide de débroussailluse équipée de couteau. Les tiges seront laissées sur place. Toutes les précautions utiles devront être prises afin d'éviter la dispersion de débris en-dehors de la zone infestée (cas des roues de véhicules qui sont susceptibles de disséminer des débris).

- **Ambroisie :**

Les modalités d'intervention seront définies en lien avec le CEI concerné, dans le cadre du plan de lutte mis en place par la DIR Est.

Les principes généraux du mode opératoire à appliquer sont les suivants, selon le degré d'infestation par l'ambroisie :

	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre
Zone A					
Zone B					
Zone C					
Zone A (sécurité)	<div> <div></div> Arrachage+suivi périodique 4-5 sem max entre chaque inter <div></div> Si arrachage impossible fauche passe sécu 1m largeur 10/15 cm haut puis application protocole arrachage </div>				
Zone B (faible densité)	<div> <div></div> Arrachage à partir de 1ère quinzaine de Juillet puis suivi toute les 4-5 semaines jusqu'à 2ème quinzaine de Septembre </div>				
Zone C (forte densité)	<div> <div></div> Fauche à partir de 1ère quinzaine de Juillet puis suivi toute les 3-4 semaines max jusqu'à 2ème quinzaine de Septembre </div>				

Utilisation de matériel exempt de renouée ou d'ambroisie :

L'entrepreneur s'assurera que les terres et matériaux utilisés au cours du chantier sont exempts de toute partie reproductible de renouée ou d'ambroisie. Il vérifiera l'absence de propagules, c'est-à-dire toute partie de la plante qui sert à la propagation de l'espèce, sur les outils et engins à l'entrée et à la sortie du chantier. Durant la période du chantier, il s'assurera que les renouées ou ambrosies ne sont pas disséminées par les travaux. Le substrat contenant des parties reproductibles de renouée ou d'ambroisie ne doit pas être déplacé en dehors du chantier.

Couverture des substrats :

Généralité de mode d'exécution des travaux de plantation (cas des terres contaminées par l'ambroisie) :

L'entrepreneur procédera à un ensemencement des terres stockées (ou à la disposition d'une bâche géotextile ou paillis) qui empêchera le développement des graines d'ambrosie. Il procédera à un ensemencement (de préférence en automne) des terres travaillées et des terres apportées qui ne devront en aucun cas permettre le développement des graines. Mesures curatives : destruction de plantes existantes si le stock de semences dans le sol est peu important. En cas de forte infestation, dans la mesure du possible, curer le substrat et l'utiliser sous le futur ouvrage ou en profondeur (>50cm).

3.5 - Ré-ensemencement / engazonnement définitif

L'entrepreneur réalisera un engazonnement dans les règles de l'art sur une terre régaliée, indemne de cailloux et propre de toutes traces de végétaux.

Le choix des semences sera validé par le MOE, sachant qu'il conviendra de prévoir un mélange de graminées composé de 45% de ray-grass et 55 % d'autres graminées (densité de semis : minimum 20 g/m²). Les espèces locales seront privilégiées.

3.6 – Plantations d'arbres

Des plantations d'arbres pourront être commandées au titulaire, le cas échéant. Après proposition du titulaire, seules des espèces locales et/ou identiques aux essences environnantes seront validées par le maître d'oeuvre.

CHAPITRE 4 - PRESCRIPTIONS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 4.1. - Stipulations préliminaires

L'entrepreneur doit soumettre à l'acceptation du maître d'œuvre toutes les dispositions techniques qui ne font pas l'objet de stipulations dans le présent marché.

Ces dispositions ne peuvent pas être contraires aux règles de l'art ni être susceptibles de réduire la sécurité et la durabilité de la structure et des équipements en phase de service.

L'attention du titulaire est appelée sur le fait que lorsque les zones de travaux sont situées à proximité du domaine privé, en aucun cas ceux-ci ne devront empiéter sur les parcelles privées jouxtant le domaine public, sauf accord formalisé du propriétaire.

ARTICLE 4.2. - Documents généraux

Lors de l'exécution des prestations, l'entrepreneur se conforme obligatoirement aux prescriptions définies dans les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.), sauf dérogations mentionnées au présent CCTP.

De plus, il se conforme aux Normes françaises (NF) ou équivalentes et aux règles de l'art, ainsi qu'aux différentes prescriptions définies dans le présent cahier.

ARTICLE 4.3. - Organisation générale du chantier

4.3.1. - Reconnaissance de l'état des lieux

Une, voire deux si nécessaire, réunion(s) d'état des lieux avant travaux se tiendra sur chaque site à laquelle devront participer l'entrepreneur titulaire du marché et un représentant de la DIR Est.

A l'issue de cette où ces réunion(s), un compte rendu signé des deux parties sera dressé par l'entreprise.

4.3.2. - Transport

Tout matériau à évacuer du site chargés sont transportés directement et par le chemin le plus court vers le lieu de stockage défini dans le plan d'évacuation. Il est strictement interdit au titulaire de compléter le chargement par d'autres produits quelle qu'en soit la nature. Les bennes doivent être bâchées pendant toute la durée du transport.

ARTICLE 4.4. - Nettoyage et repliement de chantier

Après achèvement des travaux, mais avant leur réception, l'entrepreneur nettoiera le chantier de tous les matériaux en excédent qui seront enlevés et emmenés en déchetterie.

L'entrepreneur devra procéder également au curage des bouches d'égout, regards, aqueducs et fossé obstrués pendant les travaux.

L'entrepreneur remettra en état toute dégradation notamment causée par les travaux, les manutentions, l'abattage des arbres, etc.

ARTICLE 4.5. - Intervention du maître d'œuvre et responsabilité de l'entrepreneur

Au cas où le maître d'œuvre jugerait que les obligations exposées ci-dessus sont insuffisamment ou incorrectement remplies, il pourra, après ordre de service resté sans effet, faire procéder d'office et aux frais de l'entrepreneur à tous les travaux nécessaires.

Toutes les dépenses entraînées par l'exécution des prescriptions détaillées au présent article seront à la charge de l'entrepreneur. Dans tous les cas, y compris ceux où le maître d'œuvre aurait usé du droit d'intervention défini ci-dessus, l'entrepreneur sera responsable des accidents résultants de sa négligence ou de celle de ses employés.

ARTICLE 4.6. - Direction de travaux

L'entrepreneur sera tenu de maintenir sur le chantier, pendant l'exécution des travaux, une personne au courant des techniques de toutes natures employées dans l'exécution du chantier et, par ailleurs, chargée de le représenter pour :

- recevoir notification des ordres de service et instructions écrites ou verbales de la maîtrise d'œuvre et en assurer le respect ;
- accepter les constats et attachements.

CHAPITRE 5 - RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

ARTICLE 5.1. - Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage réalisera la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des travaux qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerá avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

ARTICLE 5.2. - Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

ARTICLE 5.3. - Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit appliquer les préconisations particulières du guide technique prévu à l'article R 554-29 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.4. - Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire à ses frais contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour l'ensemble des ouvrages à réaliser dans le cadre du présent marché, les ouvrages existants ainsi que le repérage des réseaux existants avant les travaux.

ARTICLE 5.5. - Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

S'il y a lieu, le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 5.6. - Travaux à proximité de réseaux aériens

Une attention particulière doit être portée à la présence éventuelle de réseaux aériens sur la zone du chantier.

Lors de l'inspection du chantier, l'entreprise s'assurera qu'aucun objet métallique lié aux moyens de mise en œuvre (bennes de camion levée, engins de levage ou de terrassement) n'entre dans une zone du champ électrique délimitée par un rayon autour de la ligne électrique aérienne de :

- trois mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions (en valeur efficace pour le courant alternatif) existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est inférieure à 50 000 V.
- cinq mètres pour les lignes ou installations dont la plus grande des tensions (en valeur efficace pour le courant alternatif) existant en régime normal entre deux conducteurs quelconques est égale ou supérieure à 50 000 V.
-

L'entreprise précisera dans son PPSPS les moyens mobilisés afin de se conformer à l'article R. 4534-121 du code du travail ;

Lorsque la ligne ou l'installation électrique est des domaines basse tension B (B.T..B.), haute tension A (H.T.A.) et haute tension B (H.T.B.), la mise hors d'atteinte de cette ligne ou de cette installation est réalisée en mettant en place des obstacles efficaces solidement fixés devant les conducteurs ou pièces nus sous tension, ainsi que devant le neutre.

Si cette mesure ne peut être envisagée, la zone de travail est délimitée matériellement, dans tous les plans possibles, par une signalisation très visible, telle que pancartes, barrières, rubans. La consigne prévue par l'article R. 4534-125 du code du travail précise les conditions dans lesquelles cette délimitation est réalisée. En outre, l'employeur désigne une personne compétente ayant pour unique fonction de s'assurer que les travailleurs ne franchissent pas la limite de la zone de travail et de les alerter dans le cas contraire.

Les mises hors d'atteinte susceptibles d'amener des travailleurs à une distance dangereuse des pièces conductrices nues normalement sous tension, ainsi que l'intervention directe sur des lignes, installations électriques ou pièces nues normalement sous tension, ne peuvent être accomplies que par des travailleurs compétents et pourvus du matériel approprié.